

LIBYE

L'Union africaine peine à se prononcer sur le dossier Kadhafi

L'Union africaine peinait à s'entendre sur le dossier Kadhafi au dernier jour de son sommet hier à Malabo, sur fond de divergences franco-russes concernant les opérations internationales en Libye.

Les chefs d'Etat africains s'étaient séparés tard jeudi soir sans trouver d'accord. Ils se sont réunis à nouveau à huis clos hier matin pour tenter de trouver une position commune.

«C'est un dossier crucial, et c'est une journée cruciale», a reconnu hier matin le président de

la Commission de l'Union africaine Jean Ping avant le début de réunion à huis clos.

Les dirigeants du continent examinent «des propositions pour un accord-cadre sur une solution politique en Libye», préparé par le comité des médiateurs de l'UA (Afrique du Sud, Congo, Mali,

Ouganda, Mauritanie), dit-on de source proche de l'UA.

Parmi les propositions figurent notamment un cessez-le-feu immédiat, l'accès humanitaire ainsi qu'une transition avec des élections démocratiques et le déploiement d'une force internationale.

Une des pierres d'achoppement est la participation du leader libyen Mouammar Kadhafi à des négociations, précise-t-on.

Les avis divergent à l'UA : si certains pays militent pour le départ de Kadhafi, de nombreuses délégations soutiennent encore le leader libyen, grand bailleur de fonds de nombreux pays africains et de l'organisation panafricaine.

Hier à 01h du matin, le ministre des Affaires étrangères libyen Abdoul Ati al-Obeidi avait souligné que «Ce n'est pas fini», en exprimant son «espoir» dans l'UA.

«Tout le monde (à l'UA) est d'accord sur le départ de Kadhafi. Certains le disent publiquement, d'autres pas», avait estimé jeudi à Malabo Mansour Sayf Al-Nasr, coordinateur en France de la rébellion, le Conseil national de transition (CNT).



Jean Ping, président de la Commission de l'Union Africaine.

Photo : DR.

Au CNT, on se montrait confiant hier : «On parle de négociations, de tout cela et on ne parle pas de la guerre. Or, nos troupes avancent de tous côtés», a dit M. Sayf Al-Nasr, n'écartant pas l'idée de prendre Tripoli rapidement et écartant toute idée de recul.

«Si les opérations militaires avancent pour l'encercler à Tripoli,

il (Kadhafi) acceptera (de partir.) Kadhafi est isolé. Il est dans son bunker. Il ne peut se déplacer. Ce n'est pas une vie», a-t-il ajouté.

«Si on voit que Kadhafi se retire, on est prêt à arrêter (les hostilités) et à négocier avec nos frères qui sont autour de Kadhafi», a encore souligné le responsable rebelle.

CÔTE D'IVOIRE

Mandats d'arrêt contre Blé Goudé et d'autres proches de Gbagbo

Des mandats d'arrêt internationaux ont été délivrés par la justice ivoirienne contre Charles Blé Goudé, figure de proue du régime déchu de Laurent Gbagbo, et d'autres proches de l'ex-président, dans le cadre de l'enquête sur les crimes commis durant la crise post-électorale.

«Des mandats d'arrêt ont été décernés contre des suspects en fuite», notamment Charles Blé Goudé, chef des «jeunes patriotes» pro-Gbagbo, et Ahoua Don Mello, ancien porte-parole du gouvernement, a annoncé hier le procureur d'Abidjan, Simplice Kouadio Koffi, lors d'une conférence de presse.

L'ex-ministre de l'Industrie Philippe Attey et l'ancien ambassadeur de Côte d'Ivoire en Israël, Raymond Koudou Kessié, sont également visés. «Le juge d'instruction sait très bien où ces personnes se trouvent», a assuré le

procureur, sans autre précision. Sous sanctions de l'ONU depuis 2006 (gel des avoirs, interdiction de voyager), Charles Blé Goudé est régulièrement donné au Bénin ou au Ghana, lieu d'exil de nombreuses personnalités du régime déchu.

Ex-ministre de la Jeunesse de M. Gbagbo, il a été en première ligne durant la crise post-électorale de novembre à avril, appelant les siens à la mobilisation contre le camp d'Alassane Ouattara, investi président le 21 mai, la France et l'ONU. Ses partisans sont accusés de nombreuses violences.

Les mandats d'arrêt sont délivrés dans le cadre de l'information judiciaire ouverte pour «vol aggravé, détournement de deniers publics, pillage, concussion et atteinte à l'économie publique».

Quinze personnes ont déjà été inculpées et placées en détention préventive la semaine dernière pour ces faits, ainsi que pour «attentat contre l'autorité de l'Etat, constitution de bandes armées», «rébellion», «tribalisme et xénophobie», a rappelé Simplice Kouadio Koffi. Ces derniers jours, six autres personnes ont été inculpées et écrouées pour les chefs d'accusation relevant de l'«atteinte à la sûreté de l'Etat», a-t-il souligné. Parmi ces 21 personnes figurent l'ex-Premier ministre Gilbert Aké N'Gbo et les anciens ministres Alcide Djédjé (affaires étrangères)

et Désiré Dallo (économie), ainsi que l'ex-gouverneur de la Banque centrale ouest-africaine (BCEAO), Philippe-Henri Dacoury-Tabley.

Tous sont actuellement détenus à l'hôtel La Pergola d'Abidjan. Laurent Gbagbo a été arrêté le 11 avril après plus de quatre mois de crise née de son refus de reconnaître sa défaite à la présidentielle du 28 novembre 2010, et à l'issue de dix jours de guerre dans Abidjan.

Il est actuellement en résidence surveillée dans le Nord, comme son épouse Simone Gbagbo et 13 autres proches. Quelque 3 000 personnes ont trouvé la mort durant la pire crise de l'histoire du pays. Concernant les «crimes de sang», l'enquête se poursuit et devrait être bouclée dans un «délai raisonnable de deux ou trois

mois», a précisé le procureur. Interrogé sur l'absence de poursuites contre des éléments des Forces républicaines (FRCI) de M. Ouattara, pourtant accusées d'exactions par des ONG et l'ONU, il a fait valoir que cette armée a «mis fin aux violences» des forces pro-Gbagbo.

Toutefois, «si au cours de l'enquête il s'avère que ceux qui sont les sauveurs ont outrepassé leur droit et qu'ils ont commis des crimes, (...) on pourrait s'intéresser à eux», a averti M. Koffi. Une mission de la Cour pénale internationale (CPI) est en cours dans le pays pour évaluer notamment la situation sécuritaire, avant une éventuelle enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, dont sont accusés les deux camps.

SYRIE

Plus de 500 000 manifestants contre le régime à Hama

Plus de 500 000 personnes ont manifesté hier à Hama, dans le centre de la Syrie, pour appeler à la liberté, ce qui constitue «la plus grande manifestation» depuis le début du mouvement de contestation dans ce pays, ont affirmé des militants sur place. Le président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme Rami Abdelrahmane a assuré que «plus de 500 000 personnes» avaient défilé dans cette ville située à 210 km au nord de Damas. Il s'agit de «la plus grande manifestation (contre le régime) depuis le déclenchement de la révolution en Syrie», le 15 mars, a jouté M. Abdelrahmane. Un des militants avait indiqué auparavant au téléphone à l'AFP que ces manifestants «venus de tous les quartiers, s'étaient rassemblés sur la place Al-Assi», lieu de rendez-vous traditionnel des contestataires. La manifestation s'étend sur «plus d'un kilomètre» et aucune présence des forces de sécurité n'a été constatée, avait-il précisé. Les manifestants scandaient des slogans hostiles au régime et appelant à la liberté, pouvait-on entendre au téléphone.

VENEZUELA

L'armée exprime sa loyauté à Chavez, opéré d'un cancer à Cuba

Le calme règne au Venezuela et l'armée reste fidèle au président Hugo Chavez qui a reconnu avoir été opéré d'une tumeur cancéreuse à Cuba, a garanti hier Henry Rangel Silva, le responsable des opérations de défense et de maintien de l'ordre.

«Evidemment, je peux garantir l'attachement de la force armée au président (...) Nous avons eu une expérience néfaste en 2002 et jamais plus les membres de la force armée ne violeront la Constitution», a déclaré Rangel, chef du commando stratégique opérationnel, à la télévision officielle VTV. Il fait allusion au coup d'Etat qui a écarté Chavez du pouvoir pendant 48 heures en avril

2002. Le président de la première puissance pétrolière exportatrice d'Amérique du Sud est un ancien militaire qui, depuis cette date, a réformé l'armée et placé des fidèles à sa tête. Selon le général Rangel, aucun signe de soulèvement n'a été détecté et l'ordre public est garanti au Venezuela. Chavez, 56 ans, mentor de leaders latino-américains, réélu à trois reprises depuis 1998 à la tête du

Venezuela, a reconnu jeudi dans un message à la nation lu de La Havane et diffusé sur toutes les radios et télévisions vénézuéliennes, qu'il avait été opéré d'une tumeur cancéreuse découverte lors d'une visite officielle à Cuba. Amaigri, ému par moments, il a assuré être sur la voie du rétablissement. «Notre commandant en chef a besoin de temps, et évidemment nous ferons notre travail de l'informer (...) Il suit tout ce qu'il se passe, il pose des questions et vérifie les choses, il a été très actif», a assuré le général Rangel.